

Analyse

Une ère politique nouvelle s'ouvre au Japon

jeudi 17 septembre 2009, par [MESMER Philippe](#), [PONS Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 16 septembre 2009).

Sommaire

- [Au Japon, une rupture prudente](#)
- [Un premier ministre richissime](#)
- [Profil : Ichiro Ozawa : le \(...\)](#)

Les formules font toujours florès : du « matraquage du Japon » des années 1980, lorsque l'Archipel supposé acheter le monde en raison de la force du yen était l'objet d'un feu croisé des Etats-Unis et de l'Europe, à l'« adieu au Japon » des néolibéraux ricanant de ses efforts pour se dégager des « dix ans perdus » de récession ouverte par l'éclatement de la « bulle spéculative » de la décennie suivante, on passe désormais au « Japon en révolution ».

Par Philippe Pons

La perte de la majorité par le Parti libéral-démocrate (PLD), qui a monopolisé le pouvoir pendant plus d'un demi-siècle, marque assurément une rupture dans l'histoire politique du pays. Révolution ? C'est beaucoup dire. Les démocrates qui arrivent au pouvoir sont loin d'être des « révolutionnaires » ou de dangereux anticapitalistes : la plupart appartiennent à la même famille politique (libérale, conservatrice) que les sortants. Quant aux parallèles entre la transition actuelle et les bouleversements sociopolitiques de la Restauration de Meiji (1868), qui allaient faire basculer le Japon dans l'ère moderne, ou ceux de la défaite de 1945, ils sont pour le moins prématurés.

L'opinion, en tout cas, n'a pas l'air de prendre la mesure de la transformation « abyssale » qu'elle serait en train de vivre. Naïve ? Réaliste ? En tout cas, elle a réagi froidement au changement de majorité. Aucune manifestation d'enthousiasme n'a marqué le « Jugement dernier » du 30 août. A en croire les sondages, les attentes sont mesurées : « *Nous faisons l'expérience de la mélancolie de l'enfant qui approche de l'âge adulte* », écrit le romancier Ryu Murakami, stigmatisant le peu d'illusion entretenue par ses compatriotes sur la politique.

Bon nombre de Japonais sont sceptiques sur les capacités des démocrates à tenir leurs promesses. Ils souhaitent un renouvellement du fonctionnement de leur démocratie et, par leur vote, ils ont amorcé un processus, mais ils sont aussi conscients que le cheminement sera long et tortueux et passera vraisemblablement par de nouveaux réalignements politiques.

Au-delà des projections « visionnaires », il y a assurément dans la perte de pouvoir du PLD plus qu'une simple alternance : ne serait-ce que parce qu'il n'y en a jamais eu en cinquante ans. Les élections du 30 août ont mis fin à la domination d'un parti, mais aussi au système de pouvoir reposant sur une collusion de celui-ci avec la bureaucratie et le « monde des possédants ».

Ce système, dit « de 1955 » (année de création du PLD), avait pour toile de fond la guerre froide - dans laquelle le Japon était le bastion avancé des Etats-Unis en Asie-Pacifique - et une expansion économique foudroyante, commencée au début des années 1960, assortie d'une redistribution de ses

dividendes. Cette vague politique est retombée dans les années 1990, mais, sans solution de rechange, le PLD est resté au pouvoir. Une force d'alternance a mis près de vingt ans à se constituer.

Les démocrates épousent davantage leur temps. La société japonaise a changé plus profondément que sa classe politique : elle est plus diversifiée dans ses intérêts, les individus moins dépendants des groupements auxquels ils appartiennent, comme en témoigne un pullulement de petites organisations non gouvernementales. C'est aussi une société beaucoup plus inégalitaire.

Aux commandes, le Parti démocrate devra mettre en place un nouveau système de gestion du pouvoir. La première réforme consistera à renforcer l'exécutif et à lui restituer l'initiative sans tomber toutefois dans le travers populiste du « haro sur les bureaucrates » qui auraient usurpé le pouvoir décisionnel des élus.

L'administration japonaise est puissante : l'Etat moderne de l'ère Meiji s'est développé avant la nation. Ce n'est que par la suite que sont apparus les mouvements civiques. La bureaucratie, purgée pour partie, a survécu à l'occupation américaine et elle est restée la force structurante du pays en dépit de puissants mouvements de contestation de l'après-guerre.

Si l'administration japonaise a pris plus d'initiatives, c'est en raison de la collusion avec les politiques, mais aussi de l'affaiblissement du PLD et de l'incapacité de ses dirigeants à décider. Avec 140 novices sur ses 308 députés - ce qui traduit un salutaire changement de génération -, les démocrates seront contraints à se reposer sur les compétences d'une bureaucratie qui a fait la prospérité du pays, mais n'est pas exempte de coupables manques de transparence.

L'outil de réforme du cabinet Hatoyama sera le Bureau de la stratégie nationale, qui dépendra directement du premier ministre et dont le réseau s'étendra aux administrations par l'entremise d'une centaine de parlementaires de la majorité détachés dans les ministères afin de suivre les projets élaborés par l'exécutif. Initiative dont on verra à l'épreuve des faits si elle donne les résultats espérés.

Selon Gerald Curtis, politologue spécialiste du Japon à l'université Columbia, « *un changement de culture politique est en cours. Mais, plus que les institutions, ce sont les hommes qui comptent : si les démocrates ont les bonnes personnes, ils peuvent réussir. Sinon...* »

Philippe Pons (Correspondant à Tokyo)

Courriel : pons lemonde.fr.

Au Japon, une rupture prudente

Philippe Mesmer

Tokyo Correspondance

C'est sur un fort désir de changement que le chef du Parti démocrate du Japon (PDJ), Yukio Hatoyama, investi premier ministre mercredi 16 septembre, a bâti son large succès aux législatives.

Une victoire sans appel, véritable séisme qui a mis fin, le 30 août, au règne quasi ininterrompu depuis 1955 du Parti libéral démocrate (PLD). Pour autant, les préoccupations qui ont guidé la formation de ce nouveau gouvernement peuvent se résumer à trois mots : équilibre, prudence et expérience.

Le nouveau cabinet compte plusieurs hommes rompus aux responsabilités. A commencer par Hirohisa Fujii. Favorable à une certaine rigueur budgétaire, celui-ci reprend la tête du ministère des finances qu'il a dirigé en 1993-1994. Cette nomination est perçue comme un geste destiné à rassurer les marchés, inquiets du risque d'une dérive des dépenses publiques avec un gouvernement élu sur la promesse d'importantes allocations sociales.

Autre ancien ministre également, Naoto Kan devient premier ministre adjoint et, à ce titre, responsable du Bureau des stratégies nationales, nouvelle administration chargée d'élaborer les orientations politiques et budgétaires. M. Kan, issu de la mouvance socialiste, a été ministre de la santé en 1996. Il s'est illustré en obligeant l'administration à reconnaître sa responsabilité dans l'équivalent japonais du scandale du sang contaminé. Sa nomination reflète la volonté de M. Hatoyama de rendre aux politiques le pouvoir de décisions, aujourd'hui aux mains des hauts fonctionnaires. « *Naoto Kan est le seul capable de faire plier les bureaucrates* », estime Shizuka Kamei, chef du Nouveau Parti du peuple (NPP), allié au PLD.

La diplomatie revient à Katsuya Okada. Fils du fondateur du géant de la distribution Aeon, diplômé de la prestigieuse université de Tokyo et de Harvard (Etats-Unis), il est un ancien haut fonctionnaire du ministère de l'industrie et du commerce extérieur (MITI). Ex-dirigeant du PDJ, il jouit d'une excellente image auprès des Japonais - surtout des Japonaises. Il hérite d'une mission délicate, faire évoluer la politique étrangère nipponne vers une plus grande autonomie à l'égard des Etats-Unis. Il travaillera à ce sujet avec le ministre de la défense, Toshimi Kitazawa, qui sera chargé des aspects militaires de l'alliance nippo-américaine : 48 000 soldats américains sont stationnés au Japon.

Sakihito Ozawa accède, lui, au ministère de l'environnement, poste exposé : le premier ministre Hatoyama ayant engagé le Japon à réduire de 25 % d'ici 2020 (par rapport à 1990) ses émissions de gaz à effet de serre.

Les choix de Yukio Hatoyama reflètent sa volonté de contrer les accusations d'inexpériences dont le PDJ est l'objet. « *Le premier ministre a choisi certains des plus talentueux et des plus expérimentés et les a nommés à des postes clés* », observe Jeffrey Kingston, directeur des études asiatiques à l'université Temple (Tokyo). La troïka Hatoyama-Kan-Okada aura la haute main sur le cabinet

La nouvelle équipe devra mettre en œuvre les promesses de campagne du PDJ. Axée sur la volonté de redresser l'économie par le soutien à la consommation, sa politique doit se traduire par l'octroi de multiples allocations aux ménages, pour l'éducation des enfants notamment, et aux demandeurs d'emploi, dont le total devrait coûter 16 800 milliards de yens (126 milliards d'euros) en 2013.

Tâche difficile dans un contexte de finances publiques dégradées et avec l'engagement de ne pas augmenter la taxe sur la consommation (5 %). Mais le gouvernement souhaite redonner confiance à une population inquiète de la précarité de l'emploi et de l'avenir des retraites. La nomination d'Akira Nagatsuma, surnommé Mister Nenkin (« M. Retraite ») aux affaires sociales doit y contribuer.

Au-delà des aspects économiques, environnementaux et diplomatiques, la nouvelle administration pourrait amorcer d'autres changements. Le débat sur la peine de mort pourrait notamment être relancé. « *Les dirigeants des trois formations de la coalition sont opposés à la peine capitale* », rappelait, lundi, Mizuho Fukushima, qui préside une autre formation alliée, le Parti social-démocrate (PSD). De même, la question de la chasse à la baleine pourrait être remise sur le tapis.

Le cabinet Hatoyama comprend au total 17 membres dont les dirigeants des deux formations alliées au PDJ, le PSD et le NPP. Majoritaire à la Chambre basse, le PDJ ne l'est pas au Sénat. Il a donc été contraint de former une coalition. M^{me} Fukushima (PSD) aura la charge de la consommation, de la natalité, des questions alimentaires et de l'égalité hommes-femmes. M. Kamei (NPP), opposant historique à la privatisation de la Poste, gèrera les services financiers et postaux. Il avait été exclu en 2005 de l'ancienne formation au pouvoir, le PLD, par le premier ministre d'alors, Junichiro Koizumi, pour s'y être opposé.

A peine installé, le cabinet Hatoyama sait qu'il n'aura que très peu de temps pour convaincre. Les élections sénatoriales de juillet 2010 seront son premier test électoral.

Philippe Mesmer

Treize ans pour l'alternance

1996

Fondation au centre gauche du Parti démocrate, qui devient Parti démocrate du Japon (PDJ) en 1998.

2007

Le PDJ, renforcé par des transfuges du Parti libéral démocrate (PLD), hégémonique au Japon depuis des décennies, remporte sa première grande victoire en prenant le contrôle de la Chambre haute du Parlement japonais, ce qui précipite le remplacement du premier ministre du PLD, Shinzo Abe, par Yasuo Fukuda.

2008

Taro Aso premier ministre. Le PDJ se prépare à l'alternance.

11 mai 2009

Ichiro Ozawa, le chef du PDJ, démissionne pour ne pas affaiblir son parti à la suite d'une affaire politico-financière.

30 août

Le PDJ remporte les élections législatives.

Un premier ministre richissime... et poli

Comme son prédécesseur sortant, Taro Aso, le nouveau premier ministre Yukio Hatoyama est l'héritier de l'une des deux grandes dynasties politiques du Japon. Mais contrairement à Taro Aso qui cultivait une image de gouaille goguenard, Yukio Hatoyama se comporte comme le fils de bonne famille qu'il est.

Pas de paillettes ou de phrases chocs : il s'exprime dans un langage châtié, ponctué de formules de

politesse. Il laisse cependant plus d'un commentateur perplexe sur ses capacités à s'imposer dans le rude monde de la politique. On le dit capable de ténacité. Il en aura besoin.

Né dans une riche et influente famille comptant quatre générations de politiciens, cet homme de belle allure, âgé de 62 ans, compte parmi ses ancêtres des samouraïs, un président de la Chambre haute à l'époque Meiji (fin du XIX^e siècle) et un premier ministre de l'immédiat après-guerre. Ce dernier fut l'un des deux fondateurs du Parti libéral démocrate (PLD) auquel sa formation, le Parti démocrate du Japon (PDJ), a fait mordre la poussière lors du scrutin du 30 août.

Yukio Hatoyama doit largement sa carrière politique à sa mère. Surnommée God Mother - en anglais par allusion au film américain *The Godfather* (Le Parrain) -, la douairière de la famille (86 ans) a fait don de 1 milliard de yens (7,5 millions d'euros) à ses deux fils pour qu'ils fondent, en 1996, le premier Parti démocrate (avant que celui-ci ne fusionne avec le Parti social démocrate et le Parti libéral pour devenir le Parti démocrate du Japon).

C'est à son ascendance maternelle que Yukio Hatoyama doit d'être l'homme politique le plus riche du Japon. Sa mère est la fille du fondateur du premier fabricant de pneumatiques du monde, Bridgestone.

Héritier de Bridgestone

Son grand-père, Shojiro Ishibashi (1889-1976), un petit tailleur dans la ville de Kurume (sud de Honshu), eut l'idée, dans les années 1920, de munir d'une semelle en caoutchouc les chaussures en tissu (jikatami) que portent les travailleurs manuels. Et il fit fortune. Puis il se lança dans la production de pneus et fonda en 1931 Bridgestone Tire Co., aujourd'hui le premier fabricant mondial dont le chiffre d'affaires s'élève à 21 milliards d'euros.

Yukio Hatoyama détient 3,5 millions d'actions de Bridgestone, soit un actif de 6 milliards de yens, montant déclaré en 2008 à la commission parlementaire chargée d'examiner les avoirs des élus. La fortune personnelle du nouveau premier ministre s'élève à 8,6 milliards de yens (64,5 millions d'euros). Il possède une maison dans le quartier huppé de Denenchofu à Tokyo, une villa à Karuizawa (station de villégiature en montagne fréquentée autrefois par le gotha tokyoïte) et une à Muroran (Hokkaido).

Diplômé de la faculté de technologie de la prestigieuse université de Tokyo et docteur en génie industriel de l'université de Stanford (Etats-Unis), Yukio Hatoyama n'a été « aux affaires » qu'une seule fois, brièvement, comme secrétaire du cabinet du gouvernement Hosokawa (1993-1994).

A l'exception des premières années de sa carrière politique dans les rangs du PLD, depuis 1993, il a toujours été dans l'opposition libérale.

En dépit d'un article, reproduit partiellement dans le *New York Times*, dans lequel il s'en prend au « *fondamentalisme de marché* » et qui a fait frémir le *Wall Street Journal* voyant déjà un « anticapitaliste » à la tête de la seconde puissance économique du monde, Yukio Hatoyama n'est en rien un révolutionnaire.

Il a fait toute sa campagne sur le thème de l'amélioration du sort des gens ordinaires. Mais né parmi les privilégiés et ayant grandi dans une magnifique demeure de style anglais au centre de Tokyo, il ne peut guère saisir la réalité du sort de ceux qui peinent « à joindre les deux bouts », font valoir ses adversaires. Il aura à convaincre du contraire.

Philippe Pons (Tokyo, correspondant)

Profil : Ichiro Ozawa : le « shogun de l'ombre »

Tokyo Correspondant

Alors que le nouveau premier ministre, Yukio Hatoyama, et son cabinet sont sous les feux de la rampe, l'homme qui a été le tacticien de ce tournant de la vie politique japonaise reste en retrait. Ichiro Ozawa, secrétaire général du Parti démocrate du Japon (PDJ), n'en est pas moins le « shogun de l'ombre » du cabinet : celui qui détient largement son avenir entre ses mains.

Le PDJ se veut porteur de changement mais il fonctionne largement comme le Parti libéral-démocrate (PLD) sortant. Beaucoup de ses membres sont « à l'abri d'un grand arbre », dit-on, c'est-à-dire regroupés derrière un homme fort : sur les 308 élus du PDJ, 150 appartiennent au « bataillon Ozawa » (*Ozawa guntai*). Beaucoup sont, comme leur mentor, des transfuges du PLD et les autres de nouveaux élus que celui-ci a recrutés, formés et fait élire. Le groupe de Yukio Hatoyama, qui ne compte que quarante-cinq élus, est moins solidaire.

Pugnace et habile manoeuvrier, Ichiro Ozawa (67 ans) est, depuis les années 1990, la puissance de l'ombre des crises et des réalignements des forces politiques. Elu à 28 ans dans le fief électoral paternel du département d'Iwate (nord de Honshu), il était, vingt ans plus tard, secrétaire général du PLD, encore au zénith. Il avait « fait ses classes » sous la houlette de Kakuei Tanaka, premier ministre du début des années 1970, qui fit du PLD une puissante machine électorale fonctionnant sur les fonds politiques. Brièvement arrêté dans le scandale de pots-de-vin du constructeur aéronautique Lockheed, Tanaka n'en demeura pas moins le « faiseur de roi » pendant plus d'une décennie.

Bourru à ses heures

Ichiro Ozawa est une personnalité complexe, contradictoire : partisan du changement, il agit en même temps avec maestria comme un politicien de la « vieille garde ». Autocrate, bourru à ses heures, il ne consulte guère, agit par instinct, explique peu ses décisions, hait les conférences de presse et les interviews. Bien qu'il ait cherché à se donner une image dans l'air du temps - répondant sur son blog aux questions les plus incongrues telles que ses préférences en matière de sous-vêtements... -, il est d'abord un tacticien. Amateur du jeu de go, il n'hésite pas à torpiller les partis qu'il a formés : c'est le Shiva de la politique nippone, dieu du panthéon hindou à la fois destructeur et créateur qui, par sa danse cosmique, dirige le monde.

Président du PDJ, après la fusion de celui-ci en 2003 avec sa propre formation (le Parti libéral), il en fait une force d'alternance crédible. Marqué à droite, il a su prendre un virage tactique à gauche afin de capitaliser sur le mécontentement et il conduisit le PDJ à la victoire lors des sénatoriales de 2007. Il serait à la place de M. Hatoyama si une sombre affaire de fonds politiques ne l'avait contraint, en mai, à quitter sa présidence.

Pour Yukio Hatoyama, donner un portefeuille à M. Ozawa aurait permis de le neutraliser en le plongeant dans la gestion des affaires courantes. Mais il se serait privé d'un stratège pour conduire le PDJ aux sénatoriales de 2010, élections cruciales car, majoritaire à la Chambre basse, ce dernier ne l'est pas à la Chambre haute et il risque d'être paralysé ou contraint - ce qui est le cas actuellement - à des alliances avec de petits partis.

Avec « à sa main » une bonne partie du PDJ, Ichiro Ozawa peut peser sur le cabinet. Il est l'un des rares hommes politiques japonais qui a une idée précise de ce qu'il veut faire : réformer l'Etat, faire du Japon un « pays normal » en mettant la pratique en accord avec la loi (notamment l'article 9 de la Constitution qui interdit au Japon le recours à la force et dont les gouvernements successifs peinent à tourner les dispositions).

Pour atteindre son objectif, il est prêt à prendre des risques. Ce qu'il a baptisé dans un de ses livres « ozawa-isme » risque de peser sur la vie japonaise plus que beaucoup d'autres « ismes ».

Philippe Pons

P.-S.

* Articles parus dans le Monde, édition du 17.09.09. LE MONDE | 16.09.09 | 15h27.